Évaluer les pertes matérielles de la population pendant la Deuxième Guerre mondiale en URSS : vers la légitimation de la propriété privée ?

Assessing the Soviet Population's Material Losses During World War II: Towards a Legitimation of Private Property?

Nathalie Moine

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoiremesure/4746>

DOI : 10.4000/histoiremesure.4746

ISSN : 1957-7745

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2013

Pagination : 187-216

ISBN : 978-2-7132-2399-0

ISSN : 0982-1783

Référence électronique

Nathalie Moine, « Évaluer les pertes matérielles de la population pendant la Deuxième Guerre mondiale en URSS : vers la légitimation de la propriété privée ? », *Histoire & mesure* [En ligne], XXVIII-1 | 2013, mis en ligne le 30 juin 2016, consulté le 04 juin 2022. URL : <http://journals.openedition.org/histoiremesure/4746> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoiremesure.4746>

Nathalie MOINE*

Évaluer les pertes matérielles de la population pendant la Deuxième Guerre mondiale en URSS : vers la légitimation de la propriété privée ?

Résumé. Cet article étudie l'évaluation des pertes matérielles des civils soviétiques pendant la Deuxième Guerre mondiale. Tout en montrant les enjeux juridiques, politiques et méthodologiques de cette opération décidée par l'État, il examine le travail des commissions locales chargées de collecter les inventaires des sinistrés et distingue entre le caractère fantaisiste de certaines valeurs affichées et l'existence de systèmes de prix parallèles, reflet d'un véritable marché des objets. Insistant sur l'importance de l'argent dans la société stalinienne des années 1940, qui explique l'attachement des sinistrés à un droit illusoire à l'indemnisation, il montre comment, au lendemain de la guerre, la notion de « victime de l'occupation » secourue par la puissance publique se substitue totalement à celle de propriétaire sinistré.

Mots-clés. Propriété personnelle, systèmes de prix, droit à l'indemnisation, société stalinienne, culture matérielle

Abstract. Assessing the Soviet Population's Material Losses During World War II: Towards a Legitimation of Private Property?

This paper focuses on the valuation of material losses sustained by Soviet civilians during World War II. While demonstrating the legal, political and methodological issues involved in this state-led operation, it examines the work of the local commissions responsible for collecting the victims' inventories, and aims to balance the fanciful nature of some of the values given and the existence of parallel price systems that reflect a genuine market for the goods. Stressing the importance of money in 1940s Stalinist society, which explains victims' attachment to an illusory right to compensation, the article shows how, just after the war, the notion of a "victim of the occupation" aided by the public authorities completely replaced that of a claimant.

Keywords. Personal property, price systems, right to compensation, Stalinist society, material culture

* Centre d'études des mondes russe, caucasien, centre-européen (CERCEC), UMR 8083, EHESS-CNRS, 190-198 avenue de France, 75 013 – Paris, France. E-mail : nathalie.moine@ehess.fr

Parmi les multiples effets de la guerre, la circulation de notions et de pratiques entre des pays dont les systèmes économiques et politiques apparaissent fortement divergents attire l'attention de l'historien, qui se doit cependant d'interroger la réalité de leur mise en œuvre. Il en est ainsi des notions de réparations, indemnisations, compensations, restitutions qui constituent une facette importante de l'expérience de guerre des civils au ^{xx}^e siècle. C'est dans ce cadre qu'il convient d'analyser la démarche du gouvernement soviétique qui incita ses citoyens à faire une déclaration de pertes, précise et chiffrée, concernant leurs propres biens, détruits ou saisis par l'ennemi. Ce travail fut entrepris dès 1943, au fur et à mesure de la libération du territoire soviétique, et participe d'une entreprise beaucoup plus large, puisque ce vaste bilan fut pris en charge par une commission d'État chargée de recenser l'ensemble des crimes commis par l'occupant sur le territoire soviétique, et ce couplage entre dégât matériel et crime de sang a son importance. En outre, la commission avait pour tâche d'évaluer non pas seulement les pertes matérielles des civils, mais de comptabiliser l'ensemble des dommages matériels commis à l'égard de toutes les formes de propriété existant en URSS¹. En cela, le gouvernement soviétique s'appuie sur le droit international en construction et cherche à s'inscrire dans l'expérience commune aux sociétés européennes, URSS incluse, depuis la Première Guerre mondiale. Il se trouve par là même confronté aux problèmes liés à ce type d'évaluation, que d'autres États ont dû tenter de résoudre, notamment la France aux lendemains de la Première Guerre mondiale. Cependant, à la capacité d'un État, dans ses différentes déclinaisons, à fixer la valeur de ce type de biens, s'ajoutent des enjeux propres au système soviétique. On peut donc se demander à quelles fins le gouvernement soviétique se lança dans ce travail d'inventaire ? Songeait-il réellement à compenser les sinistrés, ou du moins à s'en laisser la possibilité une fois les réparations versées ? Ou ne chercha-t-il qu'à mimer ces pratiques afin de donner l'illusion à ses alliés qu'il se conformait aux pratiques juridiques internationales et d'obtenir ainsi plus facilement satisfaction lors des futures négociations sur les réparations ?

À cette série de questions s'en ajoute une autre : si on se place dans la perspective des sinistrés eux-mêmes, quel effet sur leur représentation de la propriété particulière en régime soviétique put produire l'inventaire précis de leurs propres biens et leur estimation, qui plus est en utilisant un

1. Son nom complet est « Commission extraordinaire d'État pour l'établissement et l'investigation des crimes commis par les envahisseurs germano-fascistes et leurs complices et les dommages causés aux citoyens, fermes collectives, organisations publiques, entreprises d'État et institutions d'URSS ». Dans cet article, on utilisera également son acronyme russe, ChGK. Sur cette commission, M. SOROKINA, 2005 ; N. MOINE, 2008a.

système de prix élevé ? Et, pour commencer, de quels biens s'agissait-il ? Le patrimoine cerné par ces inventaires relève de la propriété personnelle, une notion forgée par les juristes soviétiques qui se caractérise par sa discrétion, même si l'État l'inscrit dans sa constitution de 1936. Entre la propriété socialiste, magnifiée et omniprésente dans le discours, et la propriété privée qui n'a plus cours, la propriété personnelle ne fait guère parler d'elle avant-guerre, alors qu'elle représente, en pratique, une part importante de la vie matérielle des Soviétiques, notamment en matière de logement. Le processus d'évaluation des dommages aux particuliers lui donne, sinon une centralité, du moins un poids considérable dans la reconnaissance politique de son existence et de sa légitimité. À travers cette procédure, empruntée à des pays au système économique différent, l'État soviétique introduit une ambiguïté, en semblant établir une équivalence entre propriété personnelle et propriété privée, et crée une attente auprès des sinistrés qui s'exprime à travers le courrier qu'un certain nombre d'entre eux adresse à différentes instances au cours des premières années d'après-guerre. Ces lettres posent ainsi la possibilité d'un droit dont les citoyens soviétiques disposeraient en tant que propriétaires sinistrés. De plus, la valeur monétaire élevée accordée à leurs biens dans leurs déclarations pouvait leur laisser espérer des sommes dont l'importance, à leurs yeux, n'était visiblement pas que symbolique. Les prix indiqués suggèrent en effet une importante circulation de liquidités entre particuliers, même si, très certainement, tous les biens inventoriés n'avaient pas été acquis pour les sommes déclarées, tandis que l'insistance, démontrée par ces lettres, pour recevoir de l'argent, et non une compensation en nature, atteste l'utilité de ce dernier dans la vie des Soviétiques.

Cependant, les sinistrés soviétiques ne recevront jamais d'indemnisation de leurs pertes, et seront invités à se renseigner sur les mesures, réellement mises en place par le gouvernement soviétique, visant l'aide à la construction individuelle et l'exemption fiscale des personnes « ayant particulièrement souffert de l'occupation ». De fait, les différentes mesures de l'immédiat après-guerre escamotèrent le statut spécifique des sinistrés, définis en tant que propriétaires par la commission d'enquête, au sein d'une hiérarchie complexe et obscure des victimes soviétiques de la guerre. Le fonctionnement pratique de l'aide apportée aux « victimes » matérielles de l'occupation peut alors s'inscrire dans le débat historiographique autour de la qualification du pouvoir soviétique sous Staline, qui opposent les tenants d'un État moderne et ceux faisant valoir son caractère néo-traditionnel.

1. Une décision précoce

Créée par décret en novembre 1942, la Commission extraordinaire d'État soviétique n'entre véritablement en action qu'au printemps 1943. Pourtant, l'idée de créer une telle instance est avancée dès la fin de l'année 1941 dans les hautes sphères du Kremlin. La nécessité conjointe de rassembler la documentation sur les crimes commis à l'égard des civils (exécutions, déportations) et des prisonniers de guerre soviétiques, ainsi que l'établissement des dommages matériels causés à toutes les formes de propriété reconnues dans le système soviétique, fait l'objet de notes rédigées par de hauts responsables dès la fin de l'année 1941 et aboutit rapidement à la création d'une commission présidée par Kossyguine², qui travaille dans les premiers mois de l'année 1942 à une méthodologie de la future enquête, essentiellement centrée sur les dommages matériels. L'attention portée d'emblée aux dommages subis par les particuliers, à la « propriété des citoyens soviétiques », renvoie à une lecture de la guerre qui accorde une large place au droit international, la convention de La Haye de 1907 étant inlassablement citée, mais aussi à l'expérience de la Première Guerre mondiale et de la guerre civile qui se déroula sur le sol de l'ancien empire russe. Une longue note de Dekanozov³, alors vice-commissaire aux Affaires étrangères, datée du 23 février 1942, était ce point de vue en fournissant un historique qui retrace de façon très détaillée l'expérience de plusieurs pays en matière d'évaluation des dommages de guerre et les tentatives de recevoir compensation au lendemain de la Première Guerre mondiale. La France occupe une place de choix, puisque les lois du 4 février 1915 et celle du 17 avril 1919 y sont exposées avec précision, la « charte des sinistrés »⁴ faisant même l'objet d'une traduction partielle du français vers le russe. Dekanozov rappelle également les précédents russes et soviétiques, notamment les tentatives du jeune État bolchevique pour recenser les dommages infligés à la population pendant la guerre civile, en particulier lors des terribles pogroms commis contre la population juive⁵, et pour

2. Aleksei Nikolaevich Kossyguine (Kosygin), est alors vice-président du conseil des commissaires du peuple d'URSS, en charge des dossiers liés à l'industrie de consommation, et il a également présidé à la mise en place de la gigantesque opération d'évacuation de l'appareil productif menacé par l'invasion, ainsi que de ceux qui doivent le faire fonctionner. R. MANLEY, 2002, p. 161.

3. GARF [Archives d'État de la Fédération de Russie, Moscou], f. (Fonds) 5446, op. (Inventaire) 43a, d. (dossier) 6432, l. (feuillet) 151-176 (*po voprosu ob uchete ushsherba, nanesennogo voinoi (zakonadatel'stvo i opyt razlichnykh stran)*). Cf. aussi *ibidem* l.27-46.

4. M. ILLAIRE, 1991, p. 105-111.

5. Sur ces pogroms et les multiples enquêtes dont ils firent l'objet, cf. I. MILIAKOVA & I. ZIUZINA, 2008 ; L. MILIAKOVA & N. WERTH, 2010.

revendiquer le paiement de compensations auprès des États qui participèrent à l'intervention étrangère, soutinrent les armées blanches et étaient donc, aux yeux de Moscou, responsables de ces dommages.

Le travail d'évaluation des dommages matériels subis par les particuliers a donc une histoire, présente dans la mémoire administrative de l'État soviétique, une histoire marquée par l'échec et qui détermine les enjeux de la création d'une commission pour la guerre présente : établir des procédures d'évaluation reconnues par la communauté internationale ; choisir des membres de la commission capables de recueillir la confiance internationale. C'est chose faite, au moins au niveau central, lorsque la configuration définitive de la commission est annoncée : après plusieurs semaines de tâtonnements, ce sont des académiciens et des représentants de la société civile, dans son acception soviétique, qui sont nommés pour former le noyau de la commission. Cependant, au niveau des commissions républicaines, régionales et locales, qui relaient les instructions de la commission de Moscou et lui rendent compte de leur travail, la réalité est tout autre, puisqu'elles réunissent des représentants du pouvoir d'État, des notabilités locales, mais aussi des experts (statisticiens, spécialistes de l'industrie, etc.). Pourtant, aucun de ces derniers n'a été convoqué pour s'occuper de l'estimation de la propriété des civils, mais bien plutôt pour estimer la valeur de biens relevant des autres formes de propriété. Avant de regarder de plus près ces procédures d'évaluation, revenons sur cette forme de propriété particulière que constituent les « biens des citoyens soviétiques ».

2. Qu'est-ce que la propriété personnelle en droit ?

La Révolution d'Octobre a tendu à supprimer la propriété privée, définie comme un mode de propriété bourgeois, c'est-à-dire un capital obtenu par l'exploitation du travail des autres. C'est chose faite dans les années 1930, comme le proclame la nouvelle constitution soviétique de 1936. La propriété socialiste⁶ est le fondement du régime soviétique, au même titre que la propriété privée est au fondement de la société capitaliste, et doit donc être considérée comme « sacrée et inviolable » selon les dires de Staline⁷. Toute personne portant atteinte à cette forme de propriété est

6. La propriété socialiste regroupe, selon l'article 5 de la Constitution de 1936, la propriété d'État, la propriété des coopératives, la propriété des fermes collectives.

7. Lettre de Staline à Molotov, 24 juillet 1932, cité dans O. KHLEVNIUK *et al.*, 2001, p. 241. Cette lettre est rédigée à la veille du décret d'août 1932 qui introduit de lourdes condamnations, allant jusqu'à la peine de mort, en cas de vol de la propriété socialiste.

un ennemi du peuple (article 131). La primauté en droit de la propriété socialiste pourrait faire croire à son omniprésence dans les faits. Il n'en est rien puisqu'un autre article de la Constitution définit, quant à lui, la propriété personnelle, tout en la distinguant de la propriété privée⁸. Selon cet article 10, le droit à la propriété personnelle des citoyens, qui recouvre les revenus qu'ils ont tirés de leur propre travail et de leurs économies, mais aussi un logement et une exploitation auxiliaire, les objets d'usage domestique, de consommation personnelle et de confort, est protégé par la loi, de même que le droit à l'héritage. La propriété personnelle est une propriété seconde, au sens où elle dérive directement de la propriété socialiste, puisqu'elle est issue des revenus du travail effectué dans le cadre de la production socialiste, et qu'elle sert à reconstituer la capacité de travail du propriétaire desdits biens personnels. Elle est donc limitée par la notion de « besoins élémentaires des travailleurs », qui proscriit le superflu⁹.

On pourrait arguer que cette propriété ne concerne que des biens sans valeur, une forme résiduelle de propriété. Pourtant, elle cerne les contours de la vie matérielle de chacun et joue un rôle central dans un domaine fondamental, à savoir le logement. Constituées essentiellement de maisons vétustes, ces habitations forment une réalité qu'occulte la focalisation sur une grande ville comme Moscou, mais qui s'avère omniprésente dès qu'on s'en éloigne, en particulier dans les campagnes, où les isbas sont quasi exclusivement en propriété personnelle, mais aussi dans les villes, à l'exclusion des capitales. Ainsi, en 1940, le logement en milieu urbain était constitué à 40,8 % en propriété personnelle, tout type de localité confondu¹⁰.

La distinction entre propriété personnelle et propriété privée repose sur une nette restriction des possibilités du propriétaire dans le premier

8. G. ARMSTRONG, 1983, p. 26, 64.

9. A. CHAIGNEAU, 2008. Il est à noter que les contours exacts de cette notion, et par conséquent du niveau de luxe acceptable, varient d'une phase à l'autre de l'expérience soviétique.

10. Il s'agit de la surface habitable exprimée en mètre carré, y compris dans les bourgs de type urbain (*poselok gorodskogo tipa*). Sur 282,3 millions de mètres carrés, 167 millions étaient en propriété publique (c'est-à-dire appartenaient à l'État, à des coopératives, des organisations sociales, etc.), 115,3 millions appartenaient à des particuliers. Cette proportion montait à 46,8 % dans les territoires qui allaient être soumis à l'occupation nazie (et qui incluaient donc les territoires nouvellement annexés par l'URSS à la suite du pacte Molotov-Ribbentrop d'août 1939) et n'était que de 35,8 % dans le reste de l'URSS. Précisons que la surface habitable dans les localités urbaines situées dans les territoires sous occupation nazie représentait, en 1940, 45 % de l'ensemble de la surface habitable de ce type en URSS. RGAE, f.1562, op.329, d.4489, l.83.

cas¹¹. En particulier, le bien personnel ne peut rapporter aucun profit à son propriétaire, même si cette notion de profit est elle-même floue et sera essentiellement régulée, pendant toute la période soviétique, par des décisions judiciaires portant sur des cas individuels pouvant éventuellement faire jurisprudence¹². Cependant le bien détenu en propriété personnelle peut faire l'objet d'une transaction entre particuliers, de même qu'il peut être légué, même si le cercle des héritiers possibles est très étroitement circonscrit¹³. La possibilité, toute limitée qu'elle soit, de vendre son bien implique une importante circulation monétaire, et pourtant, cet aspect des réalités sociales soviétiques est totalement absent des travaux sur l'URSS. Cette négligence repose sur l'idée, pas totalement fausse (mais loin d'être complètement vraie comme nous souhaiterions le démontrer) que les biens en URSS, et singulièrement dans l'URSS stalinienne, sont le plus souvent distribués, ou vendus à des prix fixés par l'État sans aucun rapport avec leur valeur (en termes de rapport offre/demande). L'aisance matérielle serait donc fonction essentiellement de la proximité avec le pouvoir politique, qui confère des biens rares comme récompense... et les reprend en cas de disgrâce¹⁴. L'argent ne compterait pas. À vrai dire, le seul domaine où les historiens reconnaissent l'importance de la monnaie est celui de l'acquisition de denrées alimentaires, puisque, de fait, l'existence de marchés kolkhoziens, aux prix nettement supérieurs à ceux fixés dans les magasins d'État, est un phénomène parfaitement légal dans l'URSS stalinienne et post-stalinienne et bien décrit par les observateurs contemporains comme par les historiens¹⁵.

3. Instructions officielles

Dans l'« instruction sur l'établissement des dommages causés aux citoyens d'URSS et à leurs biens par l'invasion et les actes de brigandage des occupants germano-fascistes », les dommages infligés aux personnes

11. Ceci est vrai même si l'on tient compte du fait que les droits induits par la notion de propriété privée varient fortement d'une société à l'autre.

12. A. CHAIGNEAU, 2008 en fournit de nombreux exemples.

13. Marcie K. COWLEY, *The Theory and Practice of Soviet Inheritance Law, 1941-1953*, journées d'études « Pratiques du droit et de la justice en Russie du XVIII^e siècle à nos jours », Centre franco-russe de recherche en sciences humaines et sociales de Moscou, 27 mai 2011.

14. T. KONDRATIEVA, 2002.

15. Cf. en particulier B. KERBLAY, 1968 ; J. HESSLER, 2004 ; E. OSSOKINA, 2000.

privées pouvaient être de divers ordres¹⁶. Ce qui nous intéresse ici, et qui constitua l'essentiel du travail du secteur de la commission dévolu au dommage aux particuliers, c'est l'établissement des dommages causés aux biens personnels : biens domestiques (meubles, vêtements, ustensiles), objets de valeur, œuvres d'art, bibliothèques, contenant notamment des livres rares et des écrits manuscrits, réserves alimentaires, bétail, volaille, essaims, maison et autres bâtiments¹⁷, plantations d'arbres.

Les commissions locales qui se créaient dans les territoires libérés, ou les organes soviétiques locaux (*ispolkomy*, comités exécutifs des soviets locaux) dans les régions qui n'avaient pas subi l'occupation, étaient chargés d'avertir la population, notamment par voie de presse, qu'ils allaient procéder au recueil des plaintes. Un acte individuel était établi sur la base d'une déclaration de perte (*zaiavlenie*) de la victime, confirmée par des témoins. Ces biens devaient être évalués en fonction des prix du marché local au moment de l'établissement de l'acte par la commission, à l'exception des bâtiments, dont la valeur devait être estimée en fonction du prix d'État¹⁸, cette valeur correspondant à un prix au mètre cube variable selon le type de bâtiment. L'acte devait être signé par la victime, les témoins et le plénipotentiaire de la commission. En échange de la plainte de la victime, sous forme écrite ou orale, la commission devait lui remettre un reçu (*raspiska*) entérinant l'établissement de l'acte, sans mention du montant des pertes qui venait d'être établi¹⁹.

En cas de décès du chef de famille ou en l'absence d'adulte, les commissions ou les comités exécutifs des soviets locaux établissaient

16. À savoir : a) dommage résultant de l'envoi en déportation pour le travail forcé en Allemagne ; b) dommage résultant de l'imposition de contributions, amendes, impôts et autres extorsions ; c) dommage résultant de l'évacuation et de la réévacuation forcée ; d) dommage résultant de la destruction ou du pillage des biens domestiques, des réserves alimentaires, du bétail, de la volaille, ainsi que de la destruction de maisons d'habitation ou d'autres constructions.

17. Bâtiment de type urbain (en pierre, en bois, temporaire), bâtiment de type rural (en pierre, en bois avec des éléments en terre), bâtiments annexes (granges, bains, etc.).

18. Lors de la réunion du 31 mai 1943 au cours de laquelle fut discutée et ratifiée le projet d'instruction, les membres de la commission suggérèrent que leur président, Shvernik, s'accorde avec le commissariat aux Finances afin d'utiliser les prix des bâtiments enregistrés par le commissariat du Peuple aux Finances, à mettre en annexe de l'instruction. GARF, f.7021, op.116, d.7, l.6.

19. Le projet d'instruction prévoyait la délivrance au sinistré d'une copie de l'acte, et le fait que ce point ait disparu par la suite prouve peut-être que la commission souhaita d'emblée éviter que le sinistré ne se prévale de ce document pour une demande ultérieure de compensation.

directement le dommage, sans dépôt d'une plainte. De même, lorsqu'une localité entière, ou un quartier (*kvartal*), avait été détruit, et que l'établissement des pertes foyer par foyer avait de ce fait été rendu difficile, l'instruction prévoyait, au lieu d'actes individuels, un acte-liste (*akt-spisok*)²⁰.

Le projet d'instruction sur l'établissement des dommages causés aux civils, qui fut examiné le 31 mai 1943 par la commission, ne se distingue guère par son professionnalisme, même s'il nous a été impossible d'établir à qui précisément sa rédaction avait été confiée. Lors de sa première réunion, la commission avait adopté une résolution demandant à A. G. Zverev, commissaire aux Finances de l'URSS, et à V. N. Starovskii, directeur de l'administration statistique soviétique, de préparer un projet d'instruction au sujet de l'inventaire du dommage subi par les entreprises d'État et sociales, aux administrations d'État et aux organisations sociales, ainsi qu'aux kolkhozes. En revanche, les projets d'instructions concernant l'évaluation des dommages d'autres biens, dont les biens appartenant à des particuliers, faisaient appel à des personnalités ayant d'autres compétences qu'économiques : le projet d'instruction concernant les biens artistiques, culturels ou appartenant au patrimoine historique « des peuples d'URSS » était confié à l'historien Yevgeny V. Tarle, à l'écrivain Alexis Tolstoï et au métropolite Nikolai (dont la présence dans la commission anticipait la réconciliation officielle entre Staline et l'Église orthodoxe du mois de septembre de la même année) ; quant au projet ayant trait aux biens des particuliers, il revenait au juriste Il'ia P. Trainin, à l'aviatrice Valentina S. Grizodubovaia et, derechef, à Alexis Tolstoï, ces trois derniers étant également responsables de l'instruction sur l'inventaire des violences et massacres commis par l'occupant à l'égard des civils²¹.

Rapporteur du projet d'instruction, l'académicien I. P. Trainin, juriste, se retrouvait donc en charge à la fois du dossier de l'établissement des crimes commis par l'occupant contre les citoyens soviétiques et des dommages matériels qui leur avaient été causés. En cela, il était clairement le pilier de la mise en application de la convention de La Haye de 1907 sur les lois de la guerre.

20. GARF, f.7021, op.116, d.7, l.7.

21. GARF, f.7021, op.116, d.2, procès verbal du 15 mars 1943.

4. Qu'est ce que le prix du marché ?

L'impression que la question des dommages commis à l'égard des particuliers était posée en termes strictement juridiques, contrairement aux autres formes de propriété, est renforcée par le recours à un système de prix qui sonne de manière étrange, puisque l'instruction parle de « prix du marché », à l'exception de l'immobilier qui devait être évalué, comme les autres formes de propriété, à l'aide de listes officielles recensant les prix d'État en vigueur (*tsenniki*). Cette notion de « prix du marché » intrigue puisque, si une littérature abondante existe au sujet des biens agricoles vendus au bazar à des prix libres, si on sait également qu'en dehors de ces biens alimentaires une même sorte de biens pouvait être acquise à un prix très variable selon son lieu de commercialisation (magasin d'État ordinaire, magasin d'État de type commercial, magasins coopératifs attachés à une entreprise particulière, etc.), jamais il n'est mentionné un prix du marché pour des biens autres qu'alimentaires, puisque les prix des biens de consommation, aussi multiples fussent-ils, étaient tous fixés par la puissance publique. Dès lors, on pourrait expliquer le recours à cette notion de « prix du marché » par la volonté de la commission de se conformer aux pratiques des autres grands États, et donc de « désoviétiser » les déclarations des particuliers dans un domaine crucial en droit international mais secondaire dans l'économie soviétique, à savoir la propriété des civils²². Cependant, cette notion ne part pas de rien mais reflète au contraire les réalités soviétiques. En effet, les biens domestiques bénéficiaient d'une multitude de lieux d'acquisition, et, dans une certaine mesure, on peut bien parler d'un prix du marché puisque la vente de particulier à particulier était autorisée à certaines conditions. Dans le cas d'objets usagés, ou acquis en surplus de façon non intentionnelle, les citoyens soviétiques avaient le droit de les revendre. Alors que certains bazars avaient ainsi l'allure de véritables marchés aux puces, où l'on pouvait se procurer vêtements, chaussures, menus objets et petits meubles, des sortes de « mont de piété », appelés « magasins à commission », en nombre beaucoup plus restreint, entreposaient des objets de valeur, meubles, manteaux de fourrures, vaisselle précieuse, instruments de musique, apportés par des particuliers en quête de liquidités, ou par les autorités désireuses de réaliser les biens confisqués des personnes qu'elles venaient d'arrêter. Dans la seconde moitié des années 1930, on tenta également d'élargir ce type de ventes, en institutionnalisant des points de vente sur les marchés, où des vendeurs expertisaient les objets, leur donnant

22. De même, les actes établis par les commissions omettent un certain nombre d'informations qui sont omniprésentes dans tout autre acte administratif de l'État soviétique, comme la profession, la situation et l'origine sociale, l'appartenance au Parti, voire la nationalité (au sens soviétique, c'est-à-dire l'appartenance à une catégorie ethnique officielle).

un prix avant de se faire l'intermédiaire avec un client privé, percevant en contrepartie, eux aussi, une commission sur la vente²³. Dans les librairies, il existait une section « bouquiniste » qui permettait aux particuliers de se défaire de leurs livres, et à d'autres de mettre la main sur des ouvrages souvent introuvables ailleurs. Les prix étaient en principe plafonnés en fonction des prix au détail en vigueur dans les magasins d'État, mais, de même que les prix des produits alimentaires pratiqués au bazar n'avaient pas grand-chose à voir avec ceux d'État, de même la fixation d'un prix entre particuliers pour des objets souvent introuvables dans les réseaux de distribution normaux pouvait conduire à des prix bien plus élevés. De sporadiques mesures répressives contre cette « spéculation », qui relevait du *Code pénal*, alternaient avec de longues plages de tolérance, puisque ce marché palliait la pénurie, d'autant que la difficulté à contrôler ce type de transaction, de même que l'impossibilité de donner un prix à certains objets lorsqu'ils étaient tout simplement inexistantes dans le commerce d'État, rendaient impossible un encadrement strict.

Avec la guerre, et la quasi-disparition de bon nombre de produits manufacturés, y compris les plus essentiels, dans les magasins d'État, la vente de particulier à particulier, le plus souvent au bazar, mais aussi dans les magasins à commission, occupa une place essentielle dans l'activité des ménages, aussi bien pour obtenir un peu d'argent afin de payer la nourriture de base, elle aussi disponible uniquement sur les marchés, que pour se procurer l'essentiel comme des vêtements, du chauffage ou encore du savon. Les données statistiques des enquêtes de budget conduites par l'administration statistique soviétique montrent qu'entre un quart et un tiers des revenus des ménages citadins était assuré par ces ventes occasionnelles, et que 82 % de leurs dépenses (y compris pour l'achat de biens alimentaires mais pas seulement) allaient au secteur privé²⁴.

Si les biens manufacturés avaient donc bien un « prix du marché » lorsqu'ils étaient vendus de particulier à particulier, c'est-à-dire, en principe, comme biens « usagés » dans un cadre plus ou moins contrôlé par la puissance publique, ce type de vente était davantage subi qu'encouragé par la puissance publique, même si l'État essayait de l'organiser et de le contrôler. Les dirigeants soviétiques avaient bien conscience de l'absolue nécessité de laisser subsister un marché, notamment dans les périodes de forte disruption comme la guerre, mais ce dernier était régulièrement fustigé, notamment parce que les prix pratiqués qui y étaient relevés amputaient sérieusement le

23. E. D. TVERDIUKOVA, 2010, p. 206 ff.

24. J. HESSLER, 2004, p. 270.

budget des travailleurs. D'autre part, le marché était le lieu de prédilection de démarches « spéculatives » et la frontière entre le légal et l'illégal était aussi floue que facile à franchir. Enfin, l'écart énorme entre prix du marché et prix d'État n'était pas forcément une information que les experts tenaient à communiquer au monde (à l'époque, ces données n'étaient plus publiées) puisque, même s'ils fustigeaient l'économie de marché, ces derniers savaient combien cet écart reflétait avant tout les sévères dysfonctionnements de l'économie soviétique, et non l'âpreté au gain de leurs concitoyens.

5. Une évaluation alternative par l'administration statistique

C'est sans doute pour cet ensemble de raisons que l'administration statistique (TsSU) défendit un autre mode de calcul des dommages causés par la guerre à la propriété des particuliers, en utilisant uniquement les prix d'État. Plus largement, l'évaluation des pertes matérielles subies par les civils fut pour elle l'occasion de mettre en valeur l'exceptionnelle expertise construite par ce milieu de statisticiens, qui se constitua à la fin du XIX^e siècle dans l'Empire russe et qui avait connu une première apogée dans ses pratiques innovantes d'enquête après la Révolution²⁵. À vrai dire, la méthodologie utilisée par l'administration statistique pour évaluer les dommages à l'égard de la propriété des particuliers se distinguait radicalement de celle mise en œuvre par la commission sur deux points essentiels : d'une part, l'évaluation des pertes en nature ; d'autre part, l'évaluation en valeur. Pour ce qui était du premier point, les statisticiens regardaient avec mépris les données collectées par la commission sous la forme de déclarations individuelles volontaires, considérant qu'elles sous-estimaient totalement le volume total des pertes. Ils préférèrent donc recourir à une estimation fondée sur l'évaluation de la propriété des particuliers avant-guerre, à laquelle ils appliquèrent un coefficient de pertes liées aux événements de la guerre.

Cette évaluation fut approchée de la façon suivante : en ce qui concernait le bâti, les statisticiens utilisèrent les données dont disposait le département « Habitation » de la TsSU pour le logement urbain en propriété personnelle et lui appliquèrent un pourcentage de destruction établi à partir de données envoyées par les bureaux locaux de l'administration statistique, dont ils firent une moyenne. Ils firent de même pour le bétail détenu par les particuliers. En ce qui concernait les réserves en produits agricoles de ces derniers, le coefficient de perte appliqué fut de 70 % pour l'ensemble des anciens territoires occupés. Si les données d'avant-guerre

25. M. MESPOULET, 2001 ; A. BLUM & M. MESPOULET ; 2003, N. MOINE, 2003.

sur le logement, ainsi que les données concernant les récoltes de 1940, permettaient d'établir assez simplement ces évaluations, il n'en était pas de même pour les biens domestiques, puisque la TsSU ne disposait pas de statistiques de première main les concernant. L'estimation se fit donc par catégories de biens, en additionnant les ventes au détail réalisées par les magasins d'État et les coopératives au cours des années précédant la guerre. Pour chaque catégorie de biens était appliquée une durée de vie moyenne, qui détermina le nombre d'années de vente prises en considération²⁶. Ainsi, puisqu'il avait été établi qu'un consommateur soviétique n'avait besoin de changer de paire de chaussures en cuir qu'une fois tous les trois ans, les statisticiens additionnèrent les ventes des années 1938, 1939 et 1940. La durée de vie d'un imprimé était estimé à treize ans, tout comme les objets métalliques, alors que, le textile offrant moins de résistance, un vêtement devait être changé tous les neuf ans, mais une pièce en coton tous les six ans. La durée de vie la plus longue était appliquée aux meubles, soit vingt-deux ans, même si l'administration ne disposait pas de données sur les ventes remontant au-delà de 1928. L'expertise du TsSU permit encore d'affiner ce résultat, en tenant compte notamment du fait que non seulement les données sur les ventes de meuble ne remontaient pas au-delà de treize ans, mais aussi que la durée de vie d'un meuble pouvait, en réalité, être bien plus longue que vingt-deux ans, et que, par conséquent, « jusqu'à présent les meubles d'origine prérévolutionnaire représentaient une part non négligeable dans la propriété des particuliers »²⁷. La valeur des meubles détenus par les particuliers à la veille de la guerre obtenue à partir des ventes depuis 1928 fut donc multipliée par deux. Il fut également tenu compte de la part des achats effectués en dehors des particuliers, à l'aide des résultats d'une enquête réalisée en 1940, qui furent donc déduits des chiffres de vente d'objets de consommation²⁸. D'autre part, les statisticiens savaient que tous les biens domestiques n'avaient pas été achetés dans des magasins d'État ou des coopératives, mais également auprès de l'industrie artisanale privée²⁹, ou avaient fait l'objet d'une commande dans « l'industrie sociale »

26. La durée de vie par catégorie d'objets sur laquelle se basèrent les statisticiens pendant la guerre avait été estimée par le célèbre économiste S. G. Strumilin, un des piliers des enquêtes de consommation soviétiques pendant plusieurs décennies, dans un article intitulé « *Rabochii byt v tsifrakh* », publié en 1926 dans la revue *Planovoe Khoziaistvo*. RGAE, f.1562, op.329, d.1511, l.175. Pour une discussion, au moment du Dégel, qui anima les spécialistes de la planification au sujet de la nécessité de remettre en cause une durée de vie des produits d'habillement employée par les planificateurs considérée comme trop longue pour pouvoir tenir compte des tendances changeantes de la mode, cf. L. ZAKHAROVA, 2011.

27. RGAE, f.1562, op.329, d.1511, l.178.

28. RGAE, f.1562, op.329, d.1511, l.178.

29. *Chastnaia kustarnaia promyshlennost'*.

ou auprès de particuliers travaillant à domicile, comme c'était souvent le cas à la campagne, notamment pour des biens comme les traditionnelles pelisses en peau de mouton (touloupes), les bottes de feutre (*valenki*), la vaisselle en bois, les meubles de base. De même, il fallut estimer le prix des vêtements confectionnés à domicile à partir du tissu acheté dans les magasins d'État et les coopératives. L'ensemble de cette production fut alors évaluée à un quart de la valeur des achats accomplis dans les magasins au détail. Enfin, pour inclure les biens domestiques possédés par les habitants des régions récemment annexées, les experts partirent de la valeur moyenne des biens qu'ils avaient établie par habitant pour l'URSS dans les frontières de 1939 et ils la divisèrent, inexplicablement, par deux pour les nouveaux citoyens soviétiques³⁰. Ayant ainsi obtenu la valeur approximative des biens domestiques par habitant pour l'ensemble de l'URSS à la veille de la guerre, et par conséquent pour les territoires ayant subi l'occupation, les experts divisèrent cette dernière par deux pour approcher la valeur des biens sinistrés, alors que les destructions de logement avaient été évaluées à un tiers du parc d'avant-guerre, et ils rajoutèrent une petite somme liée aux effets des bombardements qui avaient pu affecter les particuliers en dehors des territoires tenus par l'ennemi³¹.

Utilisant les données des ventes exprimées dans les prix courants des années considérées, les économistes du TsSU les convertirent uniformément en utilisant l'index des prix d'État au détail de 1941. Ils proposèrent ensuite une évaluation aux prix du marché, en utilisant le coefficient colossal de 1 à 20. La valeur des biens sinistrés qui se montait à 65,6 milliards de roubles si elle était exprimée en prix d'État de 1941³² passa alors à 1 312 milliards de roubles³³. Pourtant, cette évaluation au prix du marché fut ensuite abandonnée par la TsSU qui défendit l'idée que les biens domestiques devaient être exprimés uniquement au prix d'État de détail à la veille de l'invasion allemande. À l'été 1945, Vladimir Starovskii, le directeur de l'administration statistique, d'un côté, Nikolay Shvernik, le président de la Commission extraordinaire et Ivan Maiskii, haut diplomate responsable de la négociation avec les Alliés sur les réparations, de l'autre, défendirent chacun leur point de vue face à Viatcheslav Molotov, alors vice-président du Conseil des commissaires du peuple et commissaire aux Affaires

30. RGAE, f.1562, op.329, d.1511, l.179.

31. *Idem*.

32. 65,6 milliards en prix 1941 : c'est le même chiffre en 1945 lors de la discussion entre TsU et ChGK. 7021/116/245/4.

33. RGAE, f.1562, op.329, d.1511, l.179. Le même coefficient est invoqué dans une note de mai 1944, RGAE, f.1562, op.329, d.1094, l.44.

étrangères. Leur divergence, qui portait essentiellement sur le système de prix à adopter, mais aussi sur l'estimation en nature des pertes matérielles subies par les particuliers, est résumée dans le tableau 1.

Tableau 1. *Évaluations des pertes des citoyens soviétiques par la ChGK et le TsSU (en milliards de roubles)*

	Prix mixtes	Prix d'État 1941
Maisons et constructions annexes	41,9	52,6
Outils agricole	4,1	
Bétail et volaille	163,7	32,9
Plantations	2,1	3,0
Réserves en produits agricoles et fourrage	183,1	38,0
Meubles, vêtements, objets domestiques	141,6	65,6
Total	536,5	192,1
Autres dommages	20,8	
	557,3	

Note. La commission utilise des prix mixtes (c'est-à-dire prix d'État pour les bâtiments, prix du marché local pour les autres biens), l'administration statistique prend en compte les seuls prix d'État de la première moitié de 1941.

Source. RGASPI (Archives d'État russes d'histoire socio-politique, ex-archives du Parti, Moscou), f.82, op.2, d.512, l.90 (rapport d'activité de Shvernik), d.245, l.4 (spravka TsSU).

Si on ne connaît pas le détail des discussions qui s'ensuivirent, on constate que les statisticiens obtinrent gain de cause, puisque que, concernant « la propriété de la population soviétique », ce sont ses évaluations qui furent utilisées dans le communiqué de la commission publié le 13 septembre 1945 qui présentait les chiffres désormais officiels fixant les dommages matériels subis par l'URSS. La valeur des biens des civils soviétiques ayant été ainsi considérablement abaissée, leur part dans le total des dommages soviétiques en fut diminuée d'autant. Elle en constituait encore 28 %, alors qu'elle se serait élevée à 44 % si on en était resté à la méthodologie de la Commission extraordinaire d'État.

L'État soviétique refusa donc de rendre publiques les réalités qu'il avait laissé se refléter pour des millions de Soviétiques, la dichotomie entre les déclarations officielles et la pratique sur le terrain se poursuivant encore pendant de longs mois puisque des sinistrés continuèrent de déclarer leurs pertes tout au long de l'année 1946.

Pourtant, la procédure lancée par la commission ne fut pas sans effet sur les sinistrés eux-mêmes, de même qu'elle est riche d'enseignements pour l'historien ; c'est donc l'inventaire en pratique, au niveau des individus, que nous allons considérer. Cette démarche implique de se trouver immédiatement confronté à une très grande hétérogénéité, qui s'explique à la fois par des différences sensibles au sein des « prix du marché » retenus d'une commission à l'autre, mais aussi par les forts écarts en terme de qualité d'un objet à l'autre, reflet de niveaux de vie fortement différenciés au sein de la « population soviétique ». L'écart pouvait aussi tenir à la procédure elle-même, et au premier chef entre les biens des morts et les biens des vivants.

6. Évaluer les biens des morts

L'instruction prévoyait bien l'évaluation des biens de ceux qui n'étaient pas des sinistrés mais avaient été assassinés en masse par l'occupant. En particulier, comme le signalait un inspecteur, les actes sous forme de liste (*akty-spiski*) concernaient avant tout les populations juives massacrées collectivement. Il s'agissait de listes recensant les habitants disparus, accompagnées d'une évaluation des pertes matérielles de chaque foyer. À Drobych, ville de Galicie par exemple, la commission établit une telle liste le 1^{er} avril 1945. S'étalant sur 24 feuilles de grand format, soigneusement remplies à la main, elle comportait le nom du chef de famille et, en colonnes, l'adresse, le nombre de personnes que comptait le foyer, le destin de la famille, la surface habitable, la valeur des bâtiments appartenant en propriété personnelle à la famille et détruits par l'occupant, la valeur des biens ménagers détruits. Ces 451 familles comptaient au total 3 058 personnes. Leur nationalité (au sens soviétique) n'était pas indiquée, mais tous portaient des noms à consonance juive et leur destin était renseigné de la même façon : « fusillé »³⁴. De fait, la commission régionale de la région de Drobych, en Galicie orientale, estima à 14 619 le nombre de personnes tuées par l'occupant, dont 10 878 prisonniers de guerre soviétiques, morts dans le camp voisin³⁵. Les 3 741 victimes restantes étaient donc des civils, essentiellement les juifs de la ville recensés dans cette liste. Le classement des familles par adresse prouvait que la commission avait utilisé des données de population disponibles avant-guerre. Le total des biens des juifs assassinés à Drobych se montait à 20 429 000 roubles, soit, en moyenne, 45 298 roubles par foyer. Cette moyenne était inférieure de moitié à celle des biens perdus des sinistrés de Drobych qui avaient pu faire eux-mêmes appel

34. GARF, f.7021, op.58, d.33.

35. GARF, f.7021, op.58, d.119.

à la commission : 809 foyers avaient ainsi rempli une déclaration de pertes pour une valeur totale de 77 640 015 roubles, soit une valeur moyenne de 95 970 roubles³⁶. Comment expliquer cette différence ? Par la pauvreté des familles juives assassinées ? Ou bien, plutôt, parce que l'évaluation avait été faite avec une échelle de prix différente, remontant à l'avant-guerre, dans le cas des disparus ? À Chudnov, ville de la région de Zhitomir, des survivants ou des évacués juifs établissent, en mai 1945, des déclarations sur papier libre, adressées au chef de la section locale du NKVD, chargée d'enquêter sur les crimes des Allemands. La raison principale de la déclaration semble être de témoigner du massacre et d'identifier les victimes, puisque les auteurs des requêtes indiquent le nombre de membres de leur famille assassinés, ainsi que leur nom. Cependant, ils précisent également, en dehors de toute procédure connue, les pertes matérielles subies par les morts. Comme l'écrit Iushka Isaakovna Iakushpol'skaia, qui donne vingt noms de parents assassinés en 1941, « toutes les personnes mentionnées avaient des biens domestiques, comme des costumes, des manteaux, des draps, des meubles et certains avaient des maisons et des vaches en propre ». Elle donne ensuite une estimation de ces biens pour sept personnes, qui vont de 35 000 roubles (patrimoine de son propre mari) à 15 000 roubles³⁷. D'autres déclarants précisent que les biens meubles ont été pillés et les maisons détruites. Freia Iosifovich [sic] Alter, qui donne treize noms de parents, dont sa sœur et les quatre enfants de cette dernière, précise que ses propres biens étaient constitués d'une armoire, de deux lits, d'un buffet, d'un divan, d'une table et de six chaises, quelques paires de chaussures, deux manteaux, des costumes et du linge, le tout estimé par elle à 10 000 roubles³⁸. L'auteur d'une autre *zaiavlenie* déclare vingt noms et donne une estimation pour sept foyers qui oscille entre 15 000 roubles et 35 000 roubles, dont ses propres pertes incluant une maison retrouvée en cendres³⁹. Ces montants sont relativement faibles, mais le rapide inventaire de Freia signale de fait un intérieur modeste. L'évaluation qu'elle en propose, en dehors de la procédure mise en place par la commission et sans que l'on sache quel était le but réellement visé, est cependant compatible avec des inventaires de même type archivés par les commissions, si l'on prend le bas de la fourchette des prix utilisés. Les « prix du marché » ont donc bien été utilisés par Freia et ses compagnes d'infortune pour estimer les biens de leurs parents assassinés.

36. GARF, f.7021, op.58, d.118.

37. GARF, f.7021, op.60, d.315, l.7.

38. GARF, f.7021, op.60, d.315, l.9-9ob.

39. GARF, f.7021, op.60, d.315, l.13-14.

7. Les biens perdus des vivants

Lorsque les actes sont établis sur la base de la déclaration des propriétaires encore en vie, ce qui est le cas de l'essentiel des dossiers de la commission, la liste des biens perdus est à la fois potentiellement plus étendue et leur évaluation plus complexe, même s'il est impossible de saisir qui, au final, fixe le prix du bien. Les variations de prix renvoient à la fois à des variations régionales, mais aussi à la qualité des biens et aux déclarations des sinistrés, appuyés par leurs témoins.

Dans le cas des maisons, la situation peut paraître relativement simple, puisqu'il s'agit, en principe, de prix fixes, établis en fonction de la qualité du bâti, en partant du prix au mètre cube. Soumises à une assurance d'État obligatoire, les bâtiments d'habitation avaient fait l'objet d'une nouvelle évaluation en 1939⁴⁰. Pourtant, là aussi l'incertitude pouvait prévaloir, comme semblent l'indiquer des actes établis à Syzran, ville industrielle de la région de Kuibyshev (actuelle Samara) qui accueillit de nombreux évacués pendant la guerre. Dans les actes, un premier montant, barré, est remplacé par un montant beaucoup plus faible : 17 280 roubles au lieu de 64 800 roubles pour une maison de 216 mètres cubes qui se trouvait dans un village de la région de Poltava, 4 000 roubles au lieu de 15 000 roubles pour une maison de 50 mètres cubes dans un village de la région de Leningrad, 12 800 roubles, au lieu de 48 000 roubles pour une maison de la région de Minsk de 160 mètres cubes, etc.⁴¹. Visiblement, la première estimation se basait sur une estimation du mètre cube de 300 roubles, convertie par la suite en 80 roubles le mètre cube, avec une valeur unique pour les régions concernées (les évacués provenaient de différentes provinces occupées), et, sans doute, le type de bâti des maisons. En ce qui concerne l'estimation de maisons situées administrativement en ville et détruites par des tirs d'artillerie ennemis à l'automne 1941 dans un des faubourgs de Leningrad, rattaché administrativement à la ville depuis 1936, la valeur de 85 roubles par mètre cube est systématiquement appliquée à des maisons en bois de un ou deux étages, dont le volume varie entre 108 mètres cubes et 710 mètres cubes, soit entre 9 180 roubles et 60 250 roubles, un des sinistrés déclarant même deux maisons en bois mitoyennes, l'une de 550 mètres

40. G. M. TAGIEV, 1978. À la veille de la guerre, le gros bétail, y compris en propriété personnelle, était également soumis à l'assurance obligatoire, qui pouvait être complétée par une assurance volontaire ; cependant pas plus de 10 % du gros bétail appartenant à des particuliers était assuré en 1940 (p. 130). Les biens domestiques relevaient exclusivement d'une assurance volontaire, mais là encore une très faible partie de la population y souscrivait. Cf. aussi G. TAGIEV, 1953 ; P. BAGROV *et al.*, 1960.

41. GARF, f.7021, op.128, d.31, respectivement 1.9, 10, 297.

cubes, la seconde de 480 mètres cubes (respectivement 46 750 roubles et 40 840 roubles). Ces maisons sont, la plupart du temps, flanquées d'un bâtiment annexe, sorte de remise, et d'une parcelle comprenant des arbres fruitiers et parfois un potager⁴². L'importance des transactions autour des maisons, essentiellement, mais pas seulement, en milieu rural, doit être soulignée, car, quel que soit le prix retenu, on voit bien combien le prix d'une maison représente une forte somme, qui circule de particulier à particulier en argent liquide, comme l'illustre le fait divers suivant, contemporain des démarches des sinistrés. Après le suicide d'un ouvrier de Taganrog, l'enquête établit que ce dernier et sa sœur, également ouvrière, venaient de vendre leur maison pour 17 000 roubles, le 19 août 1947. On ne dispose pas d'indication sur la surface de la maison, qu'ils occupaient, au moment de la vente, avec leur mère. Le frère gagne entre 900 roubles et 1 200 roubles par mois, ce qui est une bonne paye dans la hiérarchie des salaires ouvriers soviétiques de l'époque⁴³. La mère disparaît mystérieusement le lendemain, l'argent de la vente en poche⁴⁴. Cependant, ramené, précisément, à un salaire mensuel, ce prix, plus ou moins fixé par la puissance publique, reste relativement faible pour un logement, si on compare cette proportion salaire/coût d'un logement, même de faible confort, aux réalités des sociétés européennes à la même époque.

Les prix fixés par le marché indiqués dans les inventaires pour d'autres biens confirment ce « bas » coût du logement, puisque les échelles de prix sont tout autres, un piano ou une vache pouvant facilement atteindre une valeur bien supérieure à ces maisons.

Avant de se pencher sur ces fameux « prix du marché » portés dans les inventaires des sinistrés, il convient de noter le flottement qui persiste parmi certains sur la nécessité de les utiliser dans leurs déclarations, ainsi que sur la difficulté visible à en fixer le montant.

Ainsi, un sinistré écrit à la Commission extraordinaire d'État aussi tard qu'en mars 1946 pour déclarer la perte des biens laissés dans l'appartement familial de Stanislav au moment de l'évacuation et résume ainsi le dommage subi : « du linge, des objets de valeur et des ustensiles de ménage pour une somme totale de 11 430 roubles en prix d'État et 48 510 roubles en

42. GARF, f.7021, op.30, d.157, l.10, 20, 40, 80, 22, 24.

43. Le salaire moyen dans l'industrie aurait été de 626 roubles en décembre 1946, s'élevant à 1 255 roubles dans le charbon, 846 roubles dans la métallurgie, les deux branches nobles de la production. D. FILTZER, 2002, p. 235.

44. GARF, f.8131, op.37, d.2444..

prix du marché »⁴⁵. En février 1944, un évacué du Donbass déclara à la commission de Syzran' un dommage se montant, en biens meubles, à 481 000 roubles au prix du marché, en précisant : « aux prix fixes de 1940-1941 : 30 000 roubles ». Il appliqua donc un coefficient bien supérieur à celui utilisé par l'évacué de Stanislav, mais inférieur cependant à celui appliqué par le TsSU que nous avons signalé plus haut.

De fait, fixer la valeur des biens perdus aux prix du marché n'alla pas toujours de soi. Selon les inspecteurs diligentés par la Commission extraordinaire d'État dans les régions, la valeur de l'immobilier était souvent largement surestimée, alors que celle du bétail et des denrées agricoles étaient sous-estimées par les commissions locales⁴⁶. Une série de questions envoyées à la Commission extraordinaire d'État par le département juridique d'un institut évacué à Kazan prouvait que les difficultés à cerner le prix du marché concernaient également d'autres univers sociaux que les ruraux. Ainsi, s'enquéraient les juristes, comment établir le montant des restaurations, qui plus est au prix du marché, alors que sur le marché local (ici la capitale tatare...) les objets à évaluer, livres, tableaux, étaient introuvables⁴⁷ ?

8. Quel sens donner aux prix ?

Le système de prix utilisé par les sinistrés aboutit donc à des valeurs déclarées très largement supérieures aux prix de vente dans le commerce d'État. Les montants indiqués paraissent encore plus astronomiques si on les rapporte au niveau des salaires ayant cours dans l'URSS stalinienne, que ce soit dans les années 1930 ou à la fin de la guerre. Aussi tard qu'en septembre 1946, un salaire mensuel de 900 roubles était considéré comme suffisamment confortable pour ne pas bénéficier des hausses de salaire décidées par l'État stalinien et destinées à accompagner la brusque hausse des prix d'État sur les produits de première nécessité⁴⁸.

On dispose de très peu de sources pour confronter les prix déclarés dans ces inventaires, eux-mêmes très divers, avec d'autres relevés de prix, qui donneraient, pour un bien spécifique, à la fois un prix de vente officiel

45. GARF, f.7021, op.120, d.11, l.250.

46. GARF, f.7021, op.120, d.55, l.39.

47. GARF, f.7021, op.120, d.55, l.31.

48. N. JASNY, 1951, p. 23 et 25, donne, utilisant des données officielles, un salaire annuel moyen de 5 250 roubles pour le début de l'année 1946, soit 437 roubles mensuels.

dans les magasins d'État et une idée des transactions de particulier à particulier, sur les marchés ou dans les magasins à commission. En effet, les inventaires donnent des informations de prix sur une énorme quantité d'objets, des plus quotidiens au plus luxueux. La difficulté, pour en rendre compte, est de trouver, dans d'autres sources, des informations de prix sur des objets comparables.

Le tableau 2 tente de rassembler des informations éparées autour de quelques catégories d'objets, choisis en fonction des données disponibles. Celles-ci permettent de saisir les variations dans la fixation des prix aussi bien au sein de l'ensemble constitué par les inventaires, qui portent sur des territoires très divers, que dans d'autres contextes. Pour construire ce tableau, nous avons ainsi utilisé, outre les données des inventaires versés à la ChGK, l'incalculable source représentée par le travail déjà très ancien effectué par Janet Chapman, dans le cadre des recherches financées par les autorités américaines au cours de la Guerre Froide pour tenter d'évaluer le niveau de vie réel des Soviétiques⁴⁹. Les prix qu'elle donne sont ceux pratiqués dans les magasins d'État à divers points du temps, et nous avons choisi l'année 1948 comme la plus proche, à la fois du point de vue chronologique et du point de vue de la situation économique, du moment où les sinistrés soviétiques évaluèrent leurs biens. Comme on l'a dit, le prix du marché que ces derniers utilisent est le plus difficile à connaître pour ce type de biens non alimentaires, et il est de plus affecté d'une grande variabilité dans le temps et dans l'espace⁵⁰. Nous avons donc mis en regard des prix indiqués dans le journal intime tenu pendant la guerre par un jeune garçon, Georgii Efron, fils de la poétesse Marina Tsvetaeva, avec laquelle il se retrouve en évacuation. Rapidement orphelin, il déploie l'essentiel de son énergie à tenter de gagner de l'argent en écoulant, dans des magasins à commission, sur les bazars de Tashkent ou auprès des bouquinistes, des objets dont il dispose, ici les manteaux hérités de sa mère, une montre en or volée, les *Essais* de Montaigne dans une édition de 1948. Nous avons enfin utilisé une troisième source : les rapports du ministère de l'Intérieur, le meilleur observateur des pratiques économiques non-orthodoxes dans l'URSS stalinienne, lors de la véritable panique qui saisit les Soviétiques à l'approche de la réforme monétaire de décembre 1947. La population tenta, en fonction de ses moyens, de thésauriser des économies qui ne vaudraient bientôt plus rien, en se ruant sur des objets coûteux dans les départements de

49. J. CHAPMAN, 1963.

50. D'après les enquêtes de budget de l'administration soviétique comme les rapports de la police politique, ces fortes variations régionales sont également observables en période de paix.

luxes des grands magasins, dans les magasins à commission, ou encore, pour la grande majorité, sur les produits manufacturés vendus dans les bazars. La flambée des prix sur ces derniers lieux de vente reflète la forte poussée de la demande en ces journées de fin novembre 1947, que nous avons rendue en donnant une fourchette de prix suivie d'un astérisque. Enfin, nous avons indiqué la fourchette de prix, généralement très étendue, que nous avons collectés dans les inventaires de la ChGK, pour des biens apparemment équivalents par leur nature et leur qualité⁵¹ (tableau 2).

La forte variation de prix observée au sein des inventaires de la commission s'explique de diverses manières. Notons d'emblée, qu'elle reflète parfois l'utilisation par certains sinistrés d'un système de prix qui, en réalité, n'est pas celui du marché mais celui du commerce d'État, comme cela semble être le cas pour les victimes de bombardement de la banlieue de Leningrad, modestes propriétaires qui affichent des prix très bas. Surtout, elle reflète le plus souvent des différences qualitatives : rien de commun sans doute entre le costume d'un citoyen soviétique lambda et la garde-robe d'un évacué appartenant à l'élite, aussi bien dans le tissu utilisé que dans la coupe. De même, les pièces de mobilier sélectionnées n'ont sans doute de commun que leur appellation : le bois utilisé, tout comme la facture constituent un gouffre en matière de style que seul l'écart de prix peut nous signaler. La difficulté la plus grande tient sans doute à des objets comme les tableaux, dont on ne connaît généralement ni les dimensions, ni l'auteur, sans parler de l'état du marché de l'art en Union soviétique. On se retrouve ici à comparer des portraits de Lénine ou Staline, produits en série et disponibles dans le commerce d'État, avec des tableaux peints à l'huile par des artistes et à des dates qui nous restent inconnus. En ce qui concerne les ouvrages, certains sont des volumes faisant partie de séries d'édition récentes et relativement accessibles, quand d'autres relèvent d'une littérature spécialisée, peut-être d'édition étrangère et donc pratiquement introuvable, ou de collection ancienne comme les tomes de l'Encyclopédie Brockhaus traduite et éditée en Russie au tournant du siècle. De fait, que l'on prenne des biens de nature aussi diverse qu'une vache ou un piano, les variations de prix étaient sensibles, sans que les archives de la commission permettent d'en comprendre l'origine.

La commission de Syzran' avait évalué la valeur d'une vache, perdue à Unecha, dans la région d'Orel, à 20 000 roubles⁵², en conformité avec

51. Sur la difficulté à comparer les prix de biens qui n'appartiennent pas à la même série et sur lesquels on dispose de peu ou d'aucune information, cf. les discussions très détaillées de J. CHAPMAN, 1963.

52. GARF, f.7021, op.128, d.31, l.142.

Tableau 2. *Exemples de prix dans le commerce d'État et prix du marché, 1943-1948, en rouble*

	<i>Denezhnaia reforma (fin nov. 1947)</i>	<i>Journal de guerre de Georgii Efron</i>	<i>Janet Chapman Prix officiels 1948</i>	<i>Inventaires de la ChGK</i>
Tableau	20 000 (p. 368)			500-4 700
Livre		10 (Essais de Montaigne, édition 1848) (t. II, p. 242)	6 (1 volume des Œuvres de Lénine)-35 (1 volume des Œuvres complètes de Pouchkine) (p. 194)	30-134
Gramophone			770 (Patefon PT3) (p. 194)	2 000-4 000
Appareil photo			1 100 (marque FED) (p. 195)	1 500-5 000
Piano			8 125 (p. 195)	20 000-125 000
Vélo homme			1 197 (p. 195)	1 000-25 000
Palatine renard argenté	27 000 (p. 368)			
Cheviotte (au mètre)	2 500-4 500 (p. 370)/ 1 200-3 500 (p. 374)			1 000-2 666
Boston (au mètre)	3 000- 6 000 (p. 370)/ 2 500- 6 500 (p. 374)		450 (p. 192)	2 850
Tissus divers (au mètre)				100-5 000
Bottes chromées	1 000- 1 500 (p. 370)/ 1 300- 2 800 (p. 374)			1 500-2 000
Costume homme boston	3 000- 6 500 (p. 374)		1 400 (qualité quelconque) (p. 193)	728-10 000
Manteau demi-saison homme	1 500- 3 000 (p. 374)			
Manteau demi-saison dame	1 700-3 000 (p. 374)			
Manteau dame hiver	2 000- 3 500 (p. 374)	2 200 (t. II, p. 145)	1 675 (p. 193)	1 000-18 000
Manteau dame cuir		700 (t. II, p. 26)		
Paire bottes résine femme	900-2 000 (p. 374)			
Valenki pour hommes	360-500 (p. 374)		195 (p. 193)	300-3 000
Divan	1 200- 2 500 (p. 374)			500-10 000
Armoire garde-robe	1 500-2 500 (p. 374)			500-25 000
Buffet	1 500- 2 200 (p. 374)			500-25 000
Garnitura (ensemble mobilier)	30 000-101 000 (p. 368, 372)			60 000 (meubles de salon)
Montre femme or		800		12 000-15 000
Montre-bracelet				2 000- 3 000

les inventaires d'évacués en provenance d'autres régions déposés devant la même commission. Mais dans la région de Kuibyshev, la vache d'une évacuée de la ville ukrainienne de Zaporozhe avait été dotée d'une valeur bien supérieure (45 000 roubles)⁵³. À Chirchik (Ouzbékistan), la valeur attribuée à la vache d'un évacué originaire d'un village de la région de Minsk était de 75 000 roubles, celle d'un village de la région de Dnepropetrovsk atteignait 55 000 roubles⁵⁴.

Quant au piano, dont la présence était évidemment bien moins fréquente que la vache dans les inventaires soviétiques, cet instrument avait été évalué modestement à 20 000 roubles pour un foyer d'Unecha (le même qui déclarait la perte d'une vache, d'ailleurs au même prix), mais cette valeur grimpe jusqu'à 125 000 roubles pour un piano fabriqué à Dresde, de la marque *Johann Kruse*⁵⁵. Un piano Becker, qui avait été en possession d'une famille d'Odessa, atteignait encore 70 000 roubles, très loin cependant derrière les 150 000 roubles estimés pour un piano pourtant de même marque, abandonné dans la même ville d'Odessa, par un médecin chef qui semble avoir vécu dans une relative opulence avant son départ en évacuation pour l'Ouzbékistan⁵⁶. La forte variation de la valeur attribuée aux pianos peut s'expliquer de plusieurs manières : outre la prise en compte de l'âge et de la qualité du piano, il faut souligner le soin porté à leur déclaration par ces sinistrés aisés, dont l'acte officiel était généralement accompagné d'une liste extrêmement détaillée de leurs biens ainsi que, parfois, d'une lettre démontrant leur capacité rhétorique. La totale ignorance dans laquelle nous laisse l'inventaire quant au mode et à la date d'acquisition des objets estimés est ici particulièrement frustrante pour l'historien, mais facilement compréhensible sur le plan politique. La possession d'un piano pouvait tout aussi bien être le fruit d'un héritage, donc témoigner d'une origine bourgeoise, avoir été obtenu à la faveur d'une redistribution des biens des anciens ci-devant aux débuts de la Révolution⁵⁷, acheté dans un magasin à commission ou récupéré d'une autre manière, et l'on voit bien que ces circonstances offrent des variations sensibles à la fois quant à l'argent éventuellement versé mais aussi quant à la signification de sa présence dans un intérieur soviétique. Reflet d'une vie d'accumulations matérielles, les

53. GARF, f.7021, op.28, d.68, l.140.

54. GARF, f.7021, op.100, d.71, l.182, 191.

55. GARF, f.7021, op.100, d.71, l.184. Cette marque suggère que ce piano a été fabriqué avant la Révolution, puisque le premier atelier de Johann Kruse date de 1874, puis, devenu une marque à succès, fusionne en 1922 avec un autre fabricant allemand de piano.

56. GARF, f.7021, op.100, d.71, l.49, 51.

57. L. ZAKHAROVA, 2003, p. 473-505.

inventaires offrent donc une fenêtre unique sur les différenciations sociales dans l'URSS stalinienne, même s'ils ne laissent rien voir des procédés d'acquisition⁵⁸.

Malgré ces fortes variations, il faut cependant souligner la relative cohérence des prix indiqués dans les inventaires, si on élimine les valeurs les plus extrêmes. Qui plus est, les prix donnés dans les inventaires sont remarquablement proches des prix signalés par les agents du NKVD lors de la panique de 1947. Autrement dit, même si les prix donnés par les sinistrés sont sans doute, dans leur grande majorité, fortement surévalués, ils n'en restent pas moins plausibles, en particulier dans la situation particulière de la guerre, c'est-à-dire celle du chaos, de la pénurie et d'une forte incertitude.

D'autre part, les prix indiqués signalent bien la circulation de fortes sommes, comparées aux revenus officiels du travail, dans l'Union soviétique stalinienne. Cette circulation n'est pas d'une hauteur permanente : les sinistrés sont sans doute loin d'avoir déboursé des sommes équivalentes pour acquérir leurs biens, dont on ne connaît pas la provenance, de même qu'ils ne furent sans doute pas en mesure de les racheter à ces prix⁵⁹. De même, les sommes payées sur les marchés de Moscou à la fin novembre 1947 répondent à une situation exceptionnelle. Les rapports indiquent bien par ailleurs que les objets de luxe que se disputent les consommateurs lors de ces journées de panique avaient parfois attendu des années, dans les grands magasins ou les magasins à commission, sans trouver preneur. Le prix consenti signale cependant la présence d'un argent économisé, qui est précisément le sens de la réforme de décembre 1947, de nature confiscatoire. Et les sommes retirées précipitamment de leurs livrets d'épargne par certains citoyens, et signalées par la police comme anormalement élevées, donnent des ordres de grandeur très comparables au total du dommage déclaré par les sinistrés parmi les plus aisés : une femme sans profession avait retiré 82 500 roubles le 30 novembre, un coiffeur 65 000 roubles, un dentiste 87 000 roubles⁶⁰.

Enfin, pour revenir au contexte de la guerre, le journal d'Efron met en lumière un jeune garçon, et au-delà une société, constamment obsédés par la question de l'argent, qui permet d'accéder à ce dont on a véritablement besoin, aussi bien pour survivre que pour avoir la liberté de se procurer ce qui, de manière différente pour chacun, rend l'existence supportable, en

58. N. MOINE, 2013.

59. Le fait d'être dans l'incapacité totale de remonter un intérieur, parfois cossu, est signalé dans de nombreuses lettres de sinistrés réclamant leur dû.

60. *Denezhnaia reforma v SSSR*, p. 373.

l'occurrence chez Efron, torturé par la faim dans un univers étranger, des petits pains sucrés vendus au bazar de Tashkent et de la littérature.

9. Les attentes déçues des propriétaires soviétiques

La perspective d'obtenir une somme représentant des années de salaire, alors même que les destructions de la guerre nécessitaient de retrouver vêtements, meubles, objets de première nécessité bien souvent sur le marché, qu'il fût officiel ou illégal, explique la volonté d'une partie des sinistrés d'obtenir leur dû, sur la base des actes établis par les autorités locales.

Nous ne pouvons faire ici l'analyse des nombreuses lettres envoyées, tout au long des années 1940, à différentes instances par les sinistrés pour faire valoir leur droit. Elles attestent d'une nouvelle conscience des citoyens soviétiques d'avoir droit à une indemnisation en tant que propriétaires sinistrés, conscience peut-être éveillée par la Constitution de 1936 mais surtout renforcée par le processus d'inventaire que nous venons de décrire. Certains étaient suffisamment au fait des mécanismes mis en place dans d'autres pays pour réclamer une somme à hauteur de leur déclaration de pertes ou correspondant au moins à un pourcentage précis. D'autres en restent au ton de la plainte, afin d'obtenir un simple secours. Si d'autres considérations, comme la perte d'un proche à la guerre ou le fait d'avoir combattu sont parfois mises en avant, c'est bien le fait d'être propriétaire qui justifie leur réclamation. Pourtant, ils se heurtent au désarroi des autorités qui, à tout niveau, ignorent l'issue qui en sera donnée par le Kremlin. Au niveau central de la commission, un projet de lettre de N. Shvernik en personne, rédigé à la fin de l'année 1945 et adressé à V. Molotov, demandait à ce dernier des instructions pour répondre au courrier reçu⁶¹. Nous n'avons pas trouvé de réponse dans les archives et, aussi tard qu'en 1950, le secrétaire de la commission pouvait répondre à la requête d'un député du Soviet Suprême se faisant le porte parole du désarroi de ses électeurs :

« Toutes les déclarations de perte des citoyens et les actes [établissant] les dommages causés par les occupants germano-fascistes sont concentrés dans la Commission extraordinaire d'État, cependant la Commission extraordinaire d'État n'est pas appelée à résoudre les questions liées au paiement de compensation. »

Et il ajoutait :

61. GARF, f.7021, op.116, d.319.

« Cette question ne peut être tranchée que par le Gouvernement de l'URSS. Une telle décision n'a pas été prise jusqu'à maintenant. Si une telle décision est prise tous les citoyens intéressés en seront informés. »⁶²

De fait, un courrier envoyé en réponse à l'un de ces sinistrés traduit de manière explicite la substitution d'autres mécanismes d'aide aux populations sinistrées à celui de la compensation. En 1949, un certain Sergei Karetnikov reçut ainsi la réponse suivante de l'exécutif de la région de Cheliabinsk :

« Sur le fond de votre requête répondant à notre demande le ministère de la Justice de RSFSR a déclaré que pour les citoyens ayant subi des dommages matériels en liaison avec l'occupation du territoire sur lequel ils résidaient par les occupants germano-fascistes, un décret du Conseil des commissaires du Peuple d'URSS du 29 mai 1944 n° 625 "au sujet des mesures pour la reconstruction des habitations individuelles dans les districts libérés et pour le renforcement de la reconstruction individuelle dans les villes et les bourgs d'URSS (S.Z. 1944, n° 7, art. 109)" a prévu une série d'avantages pour la reconstruction des habitations individuelles. Il n'existe pas d'autres indications de la part du gouvernement sur cette question. »⁶³

Cette information, qui ne répondait pas directement à la demande d'indemnisation, pointait cependant du doigt le fait que les sinistrés soviétiques ne constitueraient jamais une catégorie en soi, mais devraient louvoyer parmi différentes mesures susceptibles de leur apporter de l'aide, selon des critères incertains, et non pas recevoir une somme d'argent à proportion de leurs pertes. En Union soviétique, la notion de « victime de l'occupation » remplaça ainsi celle de propriétaire sinistré, qui avait été temporairement mobilisée pendant la guerre⁶⁴.

*

La guerre n'a pas permis l'innovation majeure qu'aurait été, dans le contexte soviétique, l'emploi des réparations pour verser des compensations aux particuliers soviétiques, ce qui serait allé dans le sens d'une convergence avec les autres pays occidentaux capitalistes. On assiste plutôt à un

62. GARF, f.7021, op.125, d.13, l.165.

63. GARF, f.7021, op.125, d.13, l.61. Publié dans *Resheniia partii i pravitel'stva po khoziaistvennym voprosam*, 1968, p. 205-207. Sur l'importance de la construction individuelle dans la reconstruction d'après-guerre, cf. M. SMITH, 2010. Sur l'aide à la construction individuelle après-guerre comme aide aux soldats démobilisés, cf. M. EDELE, 2004, p. 125-126, M. EDELE, 2008.

64. Sur les différentes mesures d'aide au sein de populations sinistrées, notamment les prêts individuels à la construction, les dégrèvements d'impôts et les logiques locales de désignation des bénéficiaires étudiées pour un district de la région de Leningrad, cf. N. MOINE, 2008b.

nouvel agencement de mesures tirées d'un arsenal préexistant à la guerre (dégrèvements d'impôts, aides monétaires et distributions ponctuelles, crédit à la construction), qui renforcent, tout en la circonscrivant, une particularité de l'économie et des relations sociales de l'URSS stalinienne : la propriété personnelle. Dans l'après-guerre, la propriété personnelle a gagné en visibilité, mais l'exercice des droits des propriétaires n'en reste pas moins limité. Le durcissement spectaculaire de la législation sur le vol, y compris le vol des biens relevant de la propriété personnelle, en juin 1947⁶⁵, atteste que la propriété personnelle a gagné en dignité, mais que le langage du droit employé par les citoyens soviétiques au lendemain de la guerre est resté lettre morte.

Dans le débat qui a opposé les historiens spécialistes du stalinisme, l'examen du fonctionnement de l'aide aux victimes de l'occupation plaide bien pour la théorie d'un État néo-traditionnel plutôt que pour celle d'un État moderne⁶⁶. Le rôle dévolu aux autorités locales, renforcé par le flou des catégories utilisées par l'État central, privilégie le fonctionnement d'une société régie par l'interconnaissance personnelle, combinée à des critères particuliers au régime : une société pré-moderne (d'Ancien Régime) au service du projet bolchevique.

Loin de traduire l'entrée de l'URSS dans le cercle des États soucieux de compenser les civils victimes de la guerre, le gigantesque inventaire des dommages des particuliers entrepris par l'État soviétique n'aura fait que mimer les pratiques liées à la sortie de la guerre dans le monde occidental, mais il aura ouvert une fenêtre inestimable sur les réalités complexes de la civilisation matérielle soviétique.

Bibliographie

ARMSTRONG, George M. Jr, *The Soviet Law of property. The Right to Control Property and the Construction of Communism*, Leiden, Martinus Nijhoff Publishers, 1983.

BLUM, Alain & MESPOULET, Martine, *L'anarchie bureaucratique. Statistique et pouvoir sous Staline*, Paris, La Découverte, 2003.

BAGROV, Pavel, PLESHKOV, Adolf & SHAROV, Pavel, *Gosudarstvennoe strakhovanie imushchestva grazhdan*, Moscou, Gosfinizdat, 1960.

65. cf. N. MOINE, « Fascists have destroyed the fruit of my honest work ». The Great Patriotic War, International Law and the Property of Soviet Citizens, *Jahrbücher für Geschichte Osteuropas*, Band 61, Heft 3.

66. T. MARTIN, 2000, pour une élaboration du paradigme néo-traditionaliste appliqué à la question nationale. Cf aussi M. DAVID-FOX, 2006, p. 535-555.

- CHAIGNEAU, Aurore, *Le droit de propriété en mutation. Essai à la lumière du droit russe*, Paris, Dalloz, 2008.
- CHAPMAN, Janet G., *Real Wages in Soviet Russia since 1928*, Cambridge, Harvard University Press, 1963.
- DAVID-FOX, Michael, « Multiple Modernities vs. Neo-Traditionalism: On Recent Debates in Russian and Soviet History », *Jahrbücher für Geschichte Osteuropas*, 55/4, 2006, p. 535-555.
- Denezhnaia reforma v SSSR 1947 goda. Dokumenty i materialy*, ROSSPEN, 2010.
- EDELE, Mark A., « *Generation of Victors* » ? *Soviet Second World War Veterans from Demobilization to Organization 1941-1956*, PhD, Chicago, 2004.
- , *Soviet Veterans of the Second World War. A Popular Movement in an Authoritarian Society, 1941-1991*, Oxford, Oxford University Press, 2008.
- EFRON, Georgii, *Dnevnik v dvukh tomakh*, Moscou, Vagrius, 2004.
- FILTZER, Donald, *Soviet Workers and Late Stalinism. Labour and the Restoration of the Stalinist System After World War II*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002.
- HEINZEN, James, « The Art of the Bribe: Corruption and Everyday Practice in the Late Stalinist USSR », *Slavic Review*, 66/3, 2007, p. 398, n. 38.
- HESSLER, Julie, *A Social History of Soviet Trade. Trade Policy, Retail Practices, and Consumptions, 1917-1953*, Princeton, Oxford, Princeton University Press, 2004.
- ILLAIRE, Martine, « La loi du 17 avril 1919 (Charte des sinistrés) », *Reconstructions et modernisation. La France après les ruines, 1918, 1945*, Paris, Archives nationales, 1991.
- JASNY, Naum, *The Soviet Price System*, Stanford, Stanford University Press, 1951.
- KERBLAY, Basile, *Les marchés paysans en URSS*, Paris, Mouton, 1968.
- KHLEVNIUK Oleg, DEVIS, Robert U. et al. (dir.), *Stalin i Kaganovich. Perepiska, 1931-1936*, Moscou, Rosspen, 2001.
- KONDRATIEVA, Tamara, *Gouverner et nourrir. Du pouvoir en Russie, XVI^e-XX^e siècle*, Paris, les Belles Lettres, 2002.
- MANLEY, Rebecca, « L'URSS en guerre : la question de l'évacuation de la population civile », *Communisme*, 2002, 70/71, p. 159-179.
- MARTIN, Terry, « Modernization or neo-traditionalism? Ascribed nationality and Soviet primordialism », in Sheila FITZPATRICK (dir.), *Stalinism. New Directions*, Routledge, 2000.
- MESPOULET, Martine, *Statistique et révolution en Russie. Un compromis impossible (1880-1930)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2001.
- MILIAKOVA, Lidia & ZIUZINA, Irina, « Le travail d'enquête des organisations juives sur les pogroms d'Ukraine, de Biélorussie et de Russie soviétique pendant la guerre civile (1918-1922) », *Le Mouvement Social*, janvier-mars 2008, 222, p. 61-80.
- MILIAKOVA, Lidia & WERTH, Nicolas, *Le livre des pogroms*, Paris, Calmann-Lévy-Mémorial de la Shoah, 2010 (trad. du russe *Kniga pogromov*, Moscou, Rosspen, 2006).
- MOINE, Nathalie, « Le miroir des statistiques. Inégalités et sphère privée au cours du second stalinisme », *Cahiers du monde russe*, 44/2-3, 2003, p. 481-518.

- , « La Commission d'enquête soviétique sur les crimes de guerre nazis : entre reconquête du territoire, écriture du récit de la guerre et usages justiciers », *Le Mouvement Social*, janvier-mars 2008a, 222, p. 81-109.
- , « Expérience de guerre, hiérarchie des victimes et justice sociale à la soviétique », *Cahiers du monde russe*, 49, 2/3, 2008b, p. 383-418.
- , « La perte, le don, le butin. Civilisation stalinienne, aide étrangère et biens trophées dans l'Union soviétique des années 1940 », *Annales. Histoire, Sciences sociales*, 2, 2013, p. 317-355.
- OSSOKINA, Elena, *Our Daily Bread. Socialist Distribution and the Art of Survival in Stalin's Russia*, New York, Sharpe, 2000.
- POPOV, V. P., *Ekonomicheskaia politika sovetskogo gosudarstva, 1946-1953*, Moscou, Tambov, 2000.
- Resheniia partii i pravitel'stva po khoziaistvennym voprosam*, vol. 3, 1941-1952, Moscou, 1968.
- SMITH, Mark B., *Property of Communists. The Urban Housing Program from Stalin to Khrushchev*, Chicago, Northern Illinois University Press, 2010.
- SOROKINA, Marina, « People and Procedures: Towards a History of the Investigation of Nazi Crimes in the USSR », *Kritika*, 2005/4, p. 797-831.
- TAGIEV, Gaïdar M., *Razvitie gosudarstvennogo strakhovaniia v SSSR (1917-1977 gg.)*, Moscou, Finansy, 1978.
- TAGIEV, G., *Gosudarstvennoe strakhovanie v SSSR*, Moscou, Gosfinizdat, 1953.
- TVERDIUKOVA, E. D., « Prestupleniia bez zhertv ». *Ugolovno-pravovaia okhrana sovetskoi trgovli (na materialakh predvoennogo Leningrada)*, Sankt-Peterburg, Izdatel'skii dom Sankt-peterburgskogo universiteta, istoricheskii fakul'tet, 2010.
- ZAKHAROVA, Larissa, *S'habiller à la soviétique. La mode et le Dégel en URSS*, Paris, CNRS Éditions, 2011.
- , « Le 26-28 Kamennostrovski. Les tribulations d'un immeuble en révolution », in Lorraine DE MEAUX (dir.), *Saint-Petersbourg. Histoire, promenades, anthologie et dictionnaire*, Paris, Robert Laffont, 2003, p. 473-505.
- ZIMA, Veniamin F., *Golod v SSSR 1946-1947 godov : proiskhozhdenie i posledstviia*, Moscou, Institut Rossiiskoi Istorii RAN, 1996.